

Conférence de Jim Cloos: les moyens d'action de la PESC (Luxembourg, 30 novembre 2006)

Source: L'apport de la PESC à l'action extérieure de l'Union européenne (discours pour l'Université du Luxembourg)/Université du Luxembourg, cycle de conférences, semestre d'hiver 2006-2007 / Jim Cloos, prise de vue : François Fabert.- Luxembourg: CVCE [Prod.], 30.11.2006. CVCE, Sanem. - VIDEO (11:27, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU
Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:
http://www.cvce.eu/obj/conference_de_jim_cloos_les_moyens_d_action_de_la_pes_c_luxembourg_30_novembre_2006-fr-e21e1f3f-14d9-43b4-a0c4-b4992cc77a82.html

Date de dernière mise à jour: 04/07/2016



Conférence de Jim Cloos: les moyens d'action de la PESD (Luxembourg, 30 novembre 2006)

[Jim Cloos] Laissez-moi dire quelques mots sur les moyens. Si vous voulez faire une politique étrangère, que vous soyez un État ou une organisation comme l'Union européenne, vous avez besoin de moyens. Alors, comme je l'ai dit au départ, l'Union européenne a toujours eu, ou la Communauté, beaucoup de moyens financiers, des moyens d'assistance. Si vous prenez la «rubrique 4», comme on dit dans le jargon budgétaire, c'est l'assistance extérieure économique, grosso modo, vous rajoutez à cela le FED, le Fonds européen de développement, qui n'est pas budgétisé, mais enfin, ça revient au même, vous arriverez à peu près à 7 milliards d'euros par an. Ce n'est quand même pas rien. Il ne faut pas oublier évidemment que, si vous ajoutez à cela ce que font les États membres sur le plan bilatéral, c'est dix fois plus. Il faut toujours garder le sens des proportions. Mais c'est important.

Nous avons, par exemple, investi dans les Balkans entre 2002 et 2004, je n'ai plus exactement le chiffre en tête, mais plus de 4 milliards, sans parler de l'argent de la BEI, dont peut-être Philippe Maystadt vous a parlé. Donc, c'est quand même assez substantiel. Mais ça ne suffit pas. Ce que nous avons développé ces derniers temps – et là, je voudrais prendre quelques minutes pour parler de cela –, ce sont des instruments de gestion de crise. Parce qu'en réalité, la politique étrangère et de sécurité commune et la politique de sécurité et de défense commune n'est pas – je sais déjà que j'aurai la question, donc je le dis tout de suite –, ce n'est pas en concurrence par rapport à l'OTAN. C'est essentiellement concentré sur la gestion de crises, ce que... je ne sais pas ceux qui sont familiers avec l'histoire de l'UEO et tout ça, ce sont les fameuses tâches de Petersberg, qui ont été intégrées dans le traité, c'est-à-dire *peace-keeping*, *peace-making*, d'une certaine façon, évacuation quand il y a des crises, etc. Donc, c'est essentiellement un outil pour ça.

Et c'est un outil qui utilise des instruments à la fois civils et militaires, c'est ça qui [la] distingue d'ailleurs immédiatement aussi de l'OTAN, qui n'a pas une gestion de crises civiles. Donc, on est en train de développer tout ça. J'avais parlé auparavant du *Headline Goal* pour des soldats. On fait quelque chose de semblable sur le plan des moyens civils, enfin la police, les juges. Pour pouvoir envoyer des juges dans certains pays, je donnerai quelques exemples dans un instant. Et on est maintenant en train de développer le concept des *battlegroups*, c'est-à-dire que des États membres, individuellement ou à deux, trois ou quatre ensemble, mettent à disposition de l'Europe des *battlegroups* d'à peu près 1500 hommes, pleinement équipés, toujours prêts à intervenir le cas échéant avec tout ce qu'il faut de communication, de transport, etc. De transport, nous avons quelques problèmes, nous avons quelques lacunes, mais bon, on travaille là-dessus.

Donc, tout ça est en train de se mettre en place. Mais plus important peut-être, c'est que nous n'avons pas seulement fait des structures et des capacités, nous avons commencé à faire des choses, à lancer des opérations. La première opération date de 2003. C'était une opération de police, nous avons repris une opération de l'OTAN... de l'ONU, pardon, excusez-moi, une opération de police de l'ONU en Bosnie-Herzégovine. C'est l'Union qui l'a fait. Nous avons aujourd'hui encore plus de 500 policiers qui sont là-bas pour gérer la situation, pour aider et former la police locale. Ce sont des petites choses, mais des petites choses qui comptent véritablement. Nous avons depuis lors lancé à peu près une quinzaine d'opérations en trois ans.

Alors, si vous regardez – je ne vais pas commencer à énumérer toutes les opérations, vous trouverez cela sur le *website* du Conseil –, mais je voudrais peut-être essayer de dire quels sont les trois objectifs que nous poursuivons avec ces différentes opérations. Le premier objectif, c'est d'accompagner un processus de paix. Je donne deux exemples. Le premier exemple, c'est... j'ai déjà parlé de la Bosnie sur le plan de la police; nous avons aussi une opération militaire en Bosnie, avec plus de six mille soldats. C'est une opération que nous avons reprise de l'OTAN. Ça s'appelle «ALTHEA», très important pour surveiller la mise en œuvre de l'accord de Dayton de 1995.

Un deuxième exemple, dont on a parlé pas mal ces derniers temps, c'est l'accord de paix entre les rebelles d'Aceh, en Indonésie, et le gouvernement indonésien. C'est un conflit qui a coûté des dizaines de milliers de morts – on n'en parle pas beaucoup en Europe, mais c'est un fait depuis plus de trente ans – entre Aceh, qui est une province du nord-ouest de l'Indonésie, et Jakarta. Ce qui s'est passé, c'est que Ahtisaari, l'ancien

président finlandais, a commencé par jouer le médiateur et, un jour, il est venu voir Solana et il a dit: «Je crois que j'aurai un accord, mais j'ai besoin que dans un mois, nous soyons capables d'envoyer là-bas une mission de monitoring, d'observation, etc.» Nous avons lancé cette opération de 250 personnes, ensemble avec les pays de l'ASEAN, en trois semaines, en août.

Cette opération marche formidablement bien, l'accord tient, c'est un énorme succès dont on ne parle pas assez, à mon avis. De nouveau, par rapport à ce que font les Américains – qui envoient je ne sais pas combien de dizaines de milliers de soldats – c'est très petit, mais enfin, l'effet n'est pas négligeable du tout, et je peux vous dire que ça a changé totalement la façon de laquelle on regarde l'Union européenne dans ces régions-là. Tout à fait, nos relations avec les Indonésiens ont totalement changé à cause de cette opération relativement petite. Donc, accompagner un processus de paix, il y a d'autres exemples.

Le deuxième objectif que nous poursuivons avec ce genre d'opérations, c'est de parer à une véritable crise. Je vous donne de nouveau deux exemples. Un exemple, c'est une opération qui s'appelle «Concordia», qui consistait en 500-600 soldats seulement, donc pas chère du tout, en Macédoine – ou dans l'ancienne République yougoslave [de] Macédoine... enfin, c'est un peu compliqué à cause de nos amis Grecs. Nous avons fait cela. Je crois que cette opération – nous avons travaillé beaucoup ensemble avec l'OTAN à cet égard et nous avons des arrangements spéciaux avec l'OTAN, je ne veux pas entrer dans tous les détails – a évité une guerre civile dans ce pays. Alors, évidemment, on en parle peu, puisqu'il n'y a pas eu de guerre civile. Ça a coûté infiniment moins que ce qu'aurait coûté à la Communauté européenne, et plus particulièrement aux Européens, une guerre civile. C'est un très bon exemple.

Un deuxième exemple que je voudrais citer, c'est l'opération «Artémis» en 2003, au Congo, en RDC, où Kofi Annan a appelé Jacques Chirac et Javier Solana, en disant: «Nous avons une opération de l'ONU au Congo, dans le Congo... enfin, dans le Congo en général, mais particulièrement dans l'Est, Bunia et toute cette région-là. Nous ne tenons plus la situation, nous craignons des débordements très graves, y compris la possibilité d'un génocide. Faites quelque chose, aidez-nous à passer ce cap difficile. En attendant, on va se renforcer et on va donner un nouveau mandat à ce qui s'appelle la MONUC», qui est toujours là-bas, qui est une opération très importante. Ce sont essentiellement les Français qui ont monté cette opération, sous le drapeau européen. Le drapeau européen est très important, parce que sur le plan politique, c'était difficile pour les Français de le faire, à cause des relations un peu difficiles avec l'Ouganda, avec le Rwanda, etc. Il fallait que les voisins jouent le jeu.

Le drapeau européen a beaucoup aidé et, bien entendu, il y a eu des Suédois, il y a eu des Anglais, il y a eu des Français, etc. On a envoyé à peu près 2000 soldats là-bas, pour 6 mois. On avait dit: «On ne reste pas.» Pendant ces six mois, on a stabilisé la situation, on a formé des troupes bangladeshi pour l'ONU, on a, à New York, négocié pour renforcer le mandat de ces troupes de l'ONU et on est ressortis, et la situation... On reste très engagés au Congo. Vous avez certainement vu qu'il y a eu une deuxième opération qui se termine maintenant, qui est conduite, dirigée par les Allemands, mais avec des Polonais, avec des Français, avec des Espagnols. C'était une opération pour éviter qu'il y ait des débordements lors des élections. Alors, la situation, évidemment, n'est toujours pas très stable, mais enfin, c'est la première fois dans ce pays qu'il y a eu des élections véritables et on a aidé à stabiliser la [situation].

On fait aussi, évidemment, beaucoup de choses derrière cette opération. La Commission est très active, donne beaucoup de développement et tout ça. Et c'est très important que tout ça soit vu dans une optique d'ensemble. Je dis souvent que les opérations PESD, finalement si vous regardez en termes budgétaires – on a une ligne budgétaire PESD –, ça s'élève à l'heure actuelle à 102 millions d'euros, c'est-à-dire que ce n'est rien. L'année prochaine, ça va monter à 150, puis l'année d'après à 200, 300, mais enfin c'est *peanuts* par rapport au budget global.

Et je dis souvent que c'est largement moins de 1 % de l'argent communautaire pour l'assistance économique extérieure, mais ce moins de 1 % permet de beaucoup mieux dépenser les 99 % restants. Pourquoi? Si vous avez un pays où vous avez une instabilité notoire politique, vous n'allez pas faire de développements. Si vous avez un pays où vous avez une guerre civile, vous n'allez pas faire de développements, ou vous allez faire ce qu'on a fait pendant des décennies, c'est-à-dire jeter des milliards et des milliards dans des trous

noirs. Donc, c'est dans cette optique que je vois. C'est un... comment dirais-je, c'est un chaînon manquant, c'est une corde supplémentaire à l'arc de nos moyens d'intervention européens. Et je crois que ça marche plutôt bien.

Le troisième objectif que nous poursuivons avec ces opérations, c'est ce qu'on appelle en anglais «*nation-building*», c'est-à-dire que nous formons la police. Nous formons, par exemple, la police en Palestine. D'ailleurs, j'ai oublié de dire, en ce qui concerne accompagner un accord de paix, nous avons créé un point de passage – ce sont les petites choses extrêmement importantes – un point de passage à Rafat, entre le territoire palestinien et l'Égypte, pour que les Palestiniens puissent sortir de Gaza, parce qu'ils ne pouvaient pratiquement plus sortir pendant des années. Et nous avons des Européens qui surveillent cela. Beaucoup de difficultés très compliquées, mais c'est encore un exemple de comment l'Europe peut être pratique.

Alors, *nation-building* – qu'est-ce que nous faisons? Eh bien, nous formons la police en Bosnie, nous formons la police dans d'autres domaines. Nous avons envoyé une toute petite équipe, mais pendant quelques mois, en Géorgie pour les aider à bâtir un système judiciaire correct. Et il y a beaucoup d'autres exemples... Nous faisons ce qu'on appelle en anglais de la «*security sector reform*» au Congo et dans d'autres pays. Donc, ce sont des choses extrêmement concrètes, dont on ne parle pas assez, à mon avis, et qu'on ne met pas suffisamment dans un contexte global de l'action extérieure de l'Union européenne.